



**Réponse de Coriolis Télécom à la
consultation publique sur le bilan
du cycle en cours et les perspectives
pour le prochain cycle d'analyse des
marchés de l'accès Fixe à haut et
très haut débit (27 septembre 2019)**

Synthèse

Le 11 juillet, l'ARCEP a publié et mis en consultation un projet de document de « Bilan et perspectives » sur les marchés résidentiel et entreprises de l'accès Fixe à haut et très haut débit, ceci dans le cadre d'une bascule du réseau historique cuivre vers la fibre optique. Face à l'explosion des besoins de débit et à la « diversification des usages », la fibre optique devient en effet, en lieu et place du Cuivre, le support incontournable des offres de services proposées aux particuliers et aux entreprises.

Le présent document constitue la réponse de Coriolis Télécom (ci-après « Coriolis ») à cette consultation publique de l'ARCEP.

Coriolis a conclu, pour bâtir ses offres à destination de la clientèle Entreprise et grand public, des accords de commercialisation avec Orange, SFR, Kosc et avec des opérateurs de RIP en THD Fibre qui viennent compléter des accords similaires conclus de longue date sur le Cuivre.

Sur le marché Entreprises, Coriolis partage le constat posé par l'ARCEP d'un manque de dynamique concurrentielle au détriment de la numérisation des entreprises. Cette situation résulte notamment de la régulation mise en place ces dernières années dont un des fondements est l'animation du marché de gros par l'émergence d'un 3^e opérateur de gros, Kosc Telecom.

Si Coriolis estime utile l'émergence d'un 3^e opérateur de gros d'infrastructure fixe pour le marché entreprise, cela ne saurait dispenser les opérateurs principaux de gros et de détail que sont de longue date Orange et SFR de proposer des offres de gros d'accès activé sur l'ensemble des produits qu'ils commercialisent dans leurs offres de détail, en particulier sur la fibre optique. Une obligation en ce sens doit être établie.

Sur le marché résidentiel, alors que l'ARCEP se réjouit d'une dynamique concurrentielle animée par 4 opérateurs convergents fixe-mobile, Coriolis regarde au contraire cette situation comme un oligopole bloquant ses initiatives et son développement. En effet, environ 90% des 16 millions de prises fibre aujourd'hui déployées et commercialisées sur le territoire sont inaccessibles aux opérateurs alternatifs et donc à Coriolis faute d'existence d'offres de gros activée sur ces réseaux FttH (soit la totalité des prises en Zones Très Denses et AMII plus environ 600.000 prises des Réseaux d'Initiative Publique (RIP) dont l'exploitation et la commercialisation en gros ont été confiés à Orange et SFR, opérateurs verticalement intégrés).

Ainsi, alors que les opérateurs alternatifs bénéficient sur le marché du mobile d'un accès et de conditions d'accueil permettant leur développement, force est de constater que se reconstitue, grâce à la réglementation, un oligopole sur l'offre fixe du marché grand public, au détriment d'une saine concurrence animée par les opérateurs alternatifs.

Il est urgent que des dispositions soient prises par l'ARCEP pour remédier à cette grave anomalie qui concerne la quasi totalité des réseaux FttH afin qu'elle soit rectifiée à très bref délai, et donc effectif dans le courant du premier semestre 2020, sans attendre la fin de la présente analyse de marché. Les deux remèdes les plus efficaces et réalistes sont :

- **Exiger la disponibilité d'offres de gros d'accès FttH activé avec remontée nationale sur l'ensemble des réseaux fibre optique des zones RIP, ceci à des tarifs conformes à ses lignes directrices de décembre 2015.**
- **obliger les deux principaux opérateurs d'infrastructure, de gros et de détail que sont Orange et SFR à proposer des offres de gros d'accès FttH activé avec remontée nationale sur l'ensemble des réseaux fibre optique des zones très denses (ZTD), des zones AMII, AMEL sur lesquels ils commercialisent leurs offres de détail. Tout autre solution, à l'instar de celle mise en place avec Kosciuszko Télécom pour le marché Entreprises, serait trop lente, partielle et très aléatoire.**

L'enjeu d'accès à la Fibre est d'autant plus essentiel que, face à une convergence fixe/mobile sans cesse accrue, dissocier aujourd'hui les problématiques fixe/mobile ne correspond plus aux évolutions du marché. Une éviction des opérateurs alternatifs du marché fixe à l'occasion du déploiement de la fibre revient à leur éviction progressive tant en Fixe qu'en Mobile.

4 principes essentiels à respecter

Coriolis constate de façon générale et comme rappelé en synthèse un déficit d'offre de gros d'accès activé. Sur tous les marchés télécoms, **4 principes essentiels**, d'ores et déjà validés sur le marché Mobile, marché connexe et lié au marché Fixe, doivent être respectés pour installer une concurrence saine et vertueuse :

i) **Continuum technologique** : à l'instar de la 3G, de la 4G et demain de la 5G en Mobile, il est nécessaire d'avoir un accès de gros, notamment activé, à toutes les technologies : Cuivre, fibre (FttH, FttH Pro, FTTE, FTTO). Une nouveauté technologique telle que la fibre optique ne doit pas être utilisée pour évincer certains acteurs qui ont préalablement développé les marchés sur d'autres technologies et doit même favoriser l'émergence de nouveaux acteurs au bénéfice des consommateurs et du développement économique.

ii) **Continuum territorial** : les offres de gros doivent exister sur la même empreinte géographique que les offres de détail des opérateurs verticalement intégrés. Pour la fibre optique, la couverture doit « par définition » être celle du territoire français, qu'il s'agisse donc de ZTD, de zones AMII, AMEL ou RIP. L'inverse reviendrait à empêcher un opérateur d'agir sur certaines zones du territoire.

iii) **Répliquabilité technique et tarifaire** des offres de détail : ceci implique notamment l'existence d'offres activées, seule offre économiquement viable pour un opérateur national réalisant moins de 5% de part de marché. En deçà de ce seuil, les offres passives sont impossibles économiquement.

iv) **Disponibilité concomitante des offres d'accès de gros et de détail d'une part et des offres de gros d'accès passif et activé d'autre part** : cet « en même temps » est une condition nécessaire à l'exercice d'une concurrence loyale et efficace sur nos marchés, comme l'a rappelé l'ADLC dans son avis du 21 janvier 2013.

Au-delà de ces 4 principes essentiels, voici nos remarques et recommandations sur les marchés Résidentiel et Entreprise.

SUR LE MARCHE RESIDENTIEL

1. Une absence d'offre d'accès activé pour les opérateurs alternatifs sur 90% des prises fibre optique déployées raccordables

Comme rappelé en synthèse, Coriolis constate que le marché de gros sur la fibre optique (FttH) vit depuis plusieurs années déjà de graves dysfonctionnement auxquels il est urgent de porter remède.

En effet :

i) Sur les Réseaux d'Initiative Publique

Malgré l'adoption de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « ELAN », du 3 novembre 2018, dont l'obligation de fournir des offres de gros d'accès activé a été reprise dans le code général des collectivités territoriales (article L1425-1) et contrairement à la réglementation européenne, de nombreux départements et régions bloquent l'accès aux opérateurs alternatifs pour des offres activées FTTH sur la fibre optique. Ce blocage concerne les départements ou régions suivantes :

- Régions : Auvergne (Allier, Cantal, Haute Loire, Puy de Dôme), Bourgogne Franche Comté (Côte d'Or, Saône et Loire, Yonne), Bretagne (Côte d'Armor, Finistère, Ile et Vilaine, Morbihan),
- Départements : Charente Maritime, Eure et Loire, Gers, Loire-Atlantique, Loiret, Moselle, Oise, Orne, Seine Maritime, Vendée ...

L'ensemble des réseaux mentionnés ci-dessus sont opérés et/ou commercialisés par l'un des 2 principaux opérateurs télécoms français verticalement intégrés, Orange et SFR. Ainsi, sur ces zones, les conditions d'un accès égal au marché ne sont pas assurées alors que les RIP mis en place par les opérateurs d'infrastructure tels qu'Altitude Infrastructure Axione, Covage et TDF proposent systématiquement et spontanément des offres de gros d'accès activé permettant aux opérateurs alternatifs d'y être présents.

On peut aussi s'étonner que la mission France Très Haut Débit ne bloque pas le versement des subventions d'Etat et de l'Union Européenne aux Régions et Départements susvisés.

Nous demandons à l'ARCEP qu'à très bref délai (pour une prise d'effet à mi-2020) des offres de gros d'accès FttH activé avec remontée nationale soient disponibles sur l'ensemble des réseaux fibre optique des zones RIP, ceci à des tarifs conformes à ses lignes directrices de décembre 2015.

ii) Sur les zones moyennement denses (AMII)

La constitution d'un oligopole est attestée par le fait que l'accès d'un opérateur sur le réseau fibre de son concurrent est conditionné à une part de marché de 5% ou à des offres de location à la ligne passive, inaccessibles économiquement à tout autre opérateur que les 4 opérateurs constituant l'oligopole.

La répartition des zones AMII entre Orange (80%) et SFR (20%) atteste même la présence d'un duopole.

Aucune offre de gros d'accès activé à la fibre optique pour les opérateurs alternatifs n'est disponible sur ces zones AMII.

Comme rappelé en synthèse, **le remède le plus efficace et le plus réaliste est d'obliger les deux principaux opérateurs d'infrastructure, de gros et de détail que sont Orange et SFR à proposer, à très bref délai (avec effet mi-2020), des offres de gros d'accès FttH activé sur l'ensemble des réseaux fibre optique des zones AMII sur lesquels ils commercialisent leurs offres de détail.**

Notre recommandation est identique sur les zones AMEL.

iii) Sur les zones très denses (ZTD)

Aucune offre de gros d'accès activé n'y est disponible de la part de l'un des 4 principaux opérateurs.

Comme en zone AMII et AMEL, **le remède le plus efficace et le plus réaliste est d'obliger les deux principaux opérateurs d'infrastructure, de gros et de détail que sont Orange et SFR à proposer, à très bref délai (avec effet mi-2020), des offres de gros d'accès FttH activé sur l'ensemble des réseaux fibre optique des zones très denses (ZTD) sur lesquels ils commercialisent leurs offres de détail.**

Sur toutes les zones citées ci-dessus, Coriolis et les opérateurs alternatifs adressant le marché grand public, soit une dizaine d'opérateurs aujourd'hui, ne peuvent y commercialiser leurs offres de fibre optique « Triple Play » (Internet, Téléphonie, Télévision). Ces zones d'éviction représentent environ 90% des 14 millions de prises aujourd'hui raccordables : 6 millions en ZTD, 6 millions en zone AMII et 600.000 en zone RIP.

Cette situation constitue une anomalie concurrentielle grave qui doit être urgemment corrigée. Elle pénalise le développement d'une diversité d'opérateurs alternatifs sur le fixe et sur le mobile au détriment d'un écosystème vertueux sur le marché des télécoms.

2. Une disponibilité retardée d'offres de gros d'accès activé pour les opérateurs alternatifs sur certains territoires en zone RIP

Nous constatons que sur certaines zones géographiques où sont prévues des offres de gros d'accès FttH en passif et en activé, les offres de gros d'accès passif utilisées par l'opérateur FAI du groupe exploitant le RIP sont pourtant disponibles avant les offres de gros d'accès activé.

Par exemple, le RIP Mayenne, exploité par une filiale du groupe Orange, plus d'un an après son ouverture avec des offres d'accès passif n'a toujours pas à son catalogue les offres d'accès activé qu'elle s'est pourtant engagée à proposer. Ainsi, aucun des opérateurs alternatifs présents habituellement sur les RIP n'est en mesure de commercialiser ses offres.

Cet exemple illustre la nécessité de devoir respecter, **en tout type de zones** et pour chaque déploiement de nouvelles prises fibre, le principe d'un lancement concomitant des offres de détail et des offres de gros (d'accès passif et concomitamment des offres activées) par un opérateur verticalement intégré (vu au niveau du groupe avec ses diverses sociétés et filiales).

En complément, afin d'assurer une « égalité des chances » des opérateurs commerciaux et compte tenu du fait qu'une part importante des souscriptions au nouveau service sur la fibre se concrétise dans les premières semaines suivant l'éligibilité d'une prise, tout déploiement de nouvelle prise fibre optique doit être communiqué à l'ensemble des FAI clients de l'opérateur d'infrastructure avec un délai de préavis de 3 mois (cf. J3M). Un fichier détaillé et mis à jour doit être fourni mensuellement.

3. Une révision à la baisse des tarifs des lignes directrices de l'ARCEP de décembre 2015

L'ARCEP a publié en décembre 2015 des « lignes directrices sur la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique ».

De nombreux indicateurs convergents manifestent que les coûts de construction des infrastructures de réseaux de fibre optique ont significativement baissé depuis l'étude menée en 2015 et ayant abouti aux lignes directrices tarifaires de décembre 2015. Ces indicateurs sont les suivants :

- Attributions (ou réattributions) de RIP sur ces 3 dernières années nettement moins « gourmandes » en demandes d'aides publiques que les RIP plus anciennement attribués (par exemple pour les départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes)

Réponse de Coriolis Télécom à la consultation publique sur le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés de l'accès Fixe à haut et très haut débit (27 septembre 2019)

- Renégociations de lot complémentaires de construction de RIP attribués via des marchés de travaux à des coûts très inférieurs à ceux des premiers lots (par exemple en Bretagne et en Vendée)
- Baisse des prix de détail de certains opérateurs FAI comme par exemple une baisse générale des tarifs de l'ensemble de ses offres Fibre par l'opérateur SFR de 3€ en juin 2019.

Comme cela est prévu dans les lignes directrices susvisées, un réexamen des coûts et donc des niveaux tarifaires de gros doit être mené rapidement. Il doit selon Coriolis et au vu de certains indicateurs dont ceux cités ci-dessus aboutir une baisse significative des tarifs de gros des offres FttH.

Il est à noter qu'une telle baisse aura comme effet bénéfique de faciliter l'évolution du support cuivre vers la fibre optique et donc de favoriser le développement de nouveaux usages nécessitant le très haut débit et la croissance de l'économie.

Un point de vigilance particulier est à porter sur les tarifications de remontée régionale et nationale. Certaines tarifications sont forfaitaires, d'autres variables selon le débit moyen par utilisateur. Compte tenu de la croissance des usages de plus en plus consommateurs de débit (services TV non linéaires tels le Replay, streaming, 4K, jeux video, etc...), les tarifs variables doivent être révisés régulièrement au risque de devenir prohibitifs et excessifs au regard des lignes directrices de l'ARCEP. Pour plus de simplicité et une meilleure visibilité à moyen terme notre recommandation est que des tarifs forfaitaires et non variables sur la composante de remontée nationale soient généralisés.

SUR LE MARCHE ENTREPRISES

L'ARCEP constate un manque de dynamique concurrentielle au détriment de la numérisation des entreprises. Coriolis partage cette analyse qui résulte notamment de la régulation mise en place ces dernières années, dont le fondement reposait sur l'animation du marché de gros par l'émergence d'un 3^{ème} opérateur de gros.

Si Coriolis estime utile l'émergence d'un 3^{ème} opérateur de gros d'infrastructures fixe pour le marché entreprise (et potentiellement aussi grand public), de préférence non intégré verticalement, cela ne saurait dispenser les opérateurs principaux que sont Orange et SFR de proposer des offres de gros d'accès activé sur l'ensemble des produits qu'ils commercialisent dans leurs offres de détail. Une obligation en ce sens doit être établie.

Pour rappel, voici ce que nous indiquions en juin 2016, en réponse au projet de l'ARCEP de « document d'orientations sur les marchés des services de communication électroniques fixes à

destination de la clientèle entreprise » du 14 juin 2016 : « *En synthèse, Coriolis considère que le diagnostic posé par l'ARCEP ainsi que les objectifs d'ouverture rapide d'offres de gros THD Fibre Entreprise utilisant les réseaux mutualisés en cours de déploiement dits FTTH sont justes. Cependant, les solutions qu'en déduit l'ARCEP, pour l'essentiel l'arrivée rapide de nouvelles offres de gros dites FTTE mais en mode passif et non activé et l'émergence d'un troisième et/ou quatrième nouvel acteur du marché de gros pour développer des offres d'accès activés ne nous semblent pas suffisantes et pas réalistes pour atteindre les objectifs visés.* »

Coriolis émet ci-dessous des remarques et recommandations générales concernant l'accès à des offres de gros à destination des entreprises.

Disposer d'offres de gros activée FttH Pro, FTTE et FTTO et sur toutes les zones géographiques (zones ZTD, AMII, AMEL et RIP), pour développer des offres Entreprise nationales, dans la continuité des offres Cuivre

Coriolis Télécom, à l'instar des OCEN, est présent en tant qu'opérateur Mobile et Fixe par son réseau d'agences régionales Entreprise et de partenaires spécialisés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Notre ambition est bien sûr de continuer à couvrir l'ensemble des entreprises françaises qui ont souvent des sites aussi bien dans les zones AMII, dans les Zones Très Denses (ZTD) que dans les zones RIP. Ne pas pouvoir bénéficier d'offre THD Fibre Entreprise dans l'une de ces zones aboutit dans les faits à être exclu du marché sur les cas d'entreprises multi-sites. C'est pourquoi, une ouverture concurrentielle à des opérateurs alternatifs selon les mêmes logiques en zones AMII, ZTD et RIP par le biais d'offres activées similaires entre ces zones est indispensable. En conséquence, **les opérateurs qui proposent des offres de détail, y compris FttH Pro, en zones AMII et/ou RIP et/ou ZTD (Orange principalement mais également SFR) devraient obligatoirement fournir, à bref délai, des offres de gros d'accès activées FTTE et FTTH Pro.**

Une offre d'accès de gros activé FTTH Pro devrait être disponible chez SFR début 2020. Aucune offre activée FTTH Pro n'est pour l'instant proposée par l'opérateur Orange. Il faut souligner qu'une offre de type Marque Blanche n'est pas satisfaisante notamment parce qu'elle est hétérogène avec les offres FTTE et FTTO proposées à nos clients et ne permet pas d'opérer les services que nous développons sur notre cœur de réseau (MPLS, sécurité, supervision, etc.).